



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

DU 23 JUIN 1968

DIALOGUE ET PARTICIPATION**ÉLECTRICES ÉLECTEURS,**

Les circonstances exceptionnelles dans lesquelles s'ouvre la consultation électorale du 23 juin, appellent de la part de tous les Français et surtout des Ouvriers, des Employés et des Employeurs, un effort tout nouveau de réflexion.

La France est sous la menace d'un chômage sans précédent. L'ouverture du Marché Commun est imminente. Ne serait-il pas insensé, dans ces conditions, de prétendre élaborer un vaste programme de réformes illusoires, tendant à bouleverser nos Institutions alors qu'il s'agit de prendre, séance tenante, les décisions qui s'imposent en éliminant celles qui ne seraient que des « replâtrages » parce que provisoires et anodines.

Notre participation veut être dans le sens de l'Action. Pour ébaucher les structures nouvelles de notre Pays, nous entamerons directement un dialogue portant sur les mesures que nous désirons voir prendre, sans délai, par le Gouvernement. Nous présentons en priorité, une réforme fiscale, destinée à permettre à toutes Entreprises de continuer leur activité en donnant

DU TRAVAIL A TOUS LES FRANÇAIS, A TOUS LES JEUNES

Les textes que nous voudrions voir promulguer peuvent être énoncés comme suit :

- 1^o **LA TAXE DE 5 % SUR LES SALAIRES EST SUPPRIMÉE EN TOTALITÉ À COMPTER DU 1^{er} JUIN.**
- 2^o **LES EMPLOYEURS DEDUIRONT DE L'ASSIETTE DE LA TVA LA TOTALITÉ DES SALAIRES PAYÉS AUX JEUNES DE MOINS DE 25 ANS ET LA MOITIÉ DES AUTRES SALAIRES.**

Faute d'avoir pris ces mesures, il y a plusieurs années, l'Etat a progressivement « désinvesti » les capitaux associés au Travail. Il a découragé les plus

audacieux de nos talents héréditaires. Interrogez la Couture, l'Hôtellerie, la Pêche en Mer, la Navigation, etc.

Faute de prendre ces mesures, immédiatement, pour alléger les charges fiscales qui pèsent sur le secteur productif, les deux tiers des entreprises françaises devront cesser, demain, leur activité. À moins que nous n'assistions à nouveau à une hausse générale et spectaculaire des prix ! À quoi bon dès lors, aura servi d'avoir donné de la main droite aux Salariés des avantages qui seront repris de la main gauche. Car ainsi le voudra la loi économique, qui impose le respect à toute action gouvernementale.

La France connaîtra alors, une crise économique dont les conséquences sociales et politiques sont imprévisibles. Cependant, le Ministre des Finances en fonctions et ses Technocrates continueront d'en ignorer la cause et d'en rejeter la responsabilité.

C'est pourquoi nous vous invitons à vous unir par un vote massif, afin d'exprimer dans un langage neuf, concret, efficace et démocratique, votre volonté de faire aboutir, la Réforme fiscale qui permettra de ranimer la prospérité de la France et de lui conserver les bienfaits de son Génie.

Pour participer au Salut de la France, confiez-nous le 23 juin, votre bulletin de vote.

François BELIN

Agent commercial

Licencié es Sciences Economiques

Suppléant

Henri JOUAULT

Commissaire en Chef de la Marine, en retraite

Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit
et d'Economie Politique

Chevalier de la Légion d'Honneur

***Ne négligez pas de participer à l'un de nos dialogues
prévus dans les préaux d'écoles à 21 heures, aux dates
suivantes :***

LE 14 JUIN, 7, rue Robert-Estienne, à 21 heures

LE 17 JUIN, 4, rue de Florence, à 21 heures

LE 20 JUIN, 12, rue de la Bienfaisance, à 21 heures